Réseau International
Site de réflexion et de réinformation

reseauinternational.net Imprimé le 18 mars 2026

Les armes de destruction massive de Trump et Netanyahou

March 17, 2026
Catégories: •, Analyses, Conflits internationaux, États-Unis, Iran, Moyen-Orient
Étiquettes: Donald Trump, États-Unis, Iran, Israël, Netanyahou
Auteurs: pacaw

Soutenez-nous

(https://reseauinternational.net/campaigns/campagne-de-dons-septembre-octobre-2025/)
Votre soutien nous est indispensable pour continuer à vous fournir le meilleur de l'information internationale alternative. C'est grâce à vos dons que nous pourrons maintenir le cap pour une information plurielle et réellement alternative. Nous comptons sur vous.

Faire un don

Quand la politique du spectacle remplace la stratégie

par Azzedine Kaamil Aït-Ameur

L'administration Trump restera sans doute comme la pire de l'histoire des États-Unis. Je ne dis pas que personne ne pourra faire pire – l'histoire récente de la présidence américaine nous a déjà appris qu'il est toujours possible de descendre un peu plus bas. Mais il faut reconnaître qu'avec ce second mandat, certains records ont déjà été pulvérisés.

Ce qui frappe le plus n'est pas seulement la brutalité de la politique américaine – celle-ci n'a rien de nouveau – mais l'amateurisme avec lequel elle est désormais conduite. Et ce qui rend cet amateurisme encore plus visible, c'est la différence entre Trump 1.0 et Trump 2.0.

Trump 1.0 avait déjà un style cavalier, parfois brutal, mais il restait encore entouré d'une équipe relativement professionnelle. Il suffit de regarder la composition de son administration pour s'en convaincre. Malgré les tensions internes et les départs spectaculaires qui ont marqué son premier mandat, on y trouvait encore des

Langues »

responsables issus des structures traditionnelles de la sécurité nationale américaine. Trump pouvait être imprévisible, mais il n'hésitait pas non plus à se séparer de certains va-t-en-guerre lorsque la situation devenait trop dangereuse.

Trump 2.0, en revanche, a surpris beaucoup de monde, y compris parmi ceux qui l'avaient soutenu. Son retour au pouvoir a été perçu par une partie de ses partisans, y compris à l'étranger, comme une sorte de miracle politique. Un président battu en 2020, plongé dans une succession d'affaires judiciaires, ayant échappé à plusieurs tentatives d'attentat, et qui finit malgré tout par revenir à la Maison-Blanche. À cela s'ajoute toute la mythologie politique qui s'est construite autour de lui depuis plusieurs années.

Pour ses soutiens, Trump oscillait alors entre plusieurs figures contradictoires : le génie politique incompris, le dirigeant obligé de composer avec des forces hostiles, ou au contraire celui qui fricote avec le diable mais n'oublie jamais les intérêts de l'Amérique.

Je me suis souvent demandé si Trump n'avait tout simplement pas fini par atteindre son niveau d'incompétence, ce que l'on appelle le «principe de Peter».

Car la vraie question n'est peut-être pas seulement Trump lui-même, mais sa capacité à s'entourer.

Trump 1.0 pouvait encore compter sur une équipe relativement solide.
Trump 2.0 donne parfois l'impression de ne même plus être capable de constituer une équipe simplement… compétente.

Lors de son premier mandat, Donald Trump a entretenu des relations étroites avec certains réseaux politiques américains fortement engagés dans le soutien à Israël, notamment ceux liés à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et au milliardaire Sheldon Adelson.

Les gestes les plus marquants de cette période furent essentiellement symboliques sur le plan stratégique : le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, ou encore certaines frappes limitées en Syrie qui visaient davantage à envoyer un signal politique qu'à modifier l'équilibre militaire régional.

La séquence politique prévue a toutefois été profondément perturbée par un événement imprévu : la pandémie mondiale de COVID-19, qui a bouleversé l'agenda international et contribué à la défaite électorale de 2020.

Lorsque Trump revient ensuite au centre de la scène politique, il le fait avec une rhétorique renouvelée : «America First», promesse d'assécher le «marais» de Washington et volonté affichée de mettre fin à certains conflits, notamment la guerre en Ukraine.

Dans le même temps, le dossier entourant Jeffrey Epstein continue de resurgir par vagues successives de révélations et de déclassifications partielles. L'affaire ne démontre pas que Donald Trump ait été impliqué – d'autant plus qu'il avait rompu ses relations avec Epstein vers 2004 – mais elle entretient un climat d'incertitude persistant.

Dès lors, la question n'est peut-être pas de savoir si ces dossiers contiennent réellement des éléments compromettants, mais si la simple perception de leur existence peut influencer le comportement politique de ceux qui se sentent potentiellement visés. Dans les rapports de pouvoir, ce qui compte n'est pas toujours l'existence d'un dossier, mais la conviction qu'il pourrait exister.

Trump 1.0 ressemblait encore à une présidence gérée selon les méthodes d'un promoteur immobilier. La diplomatie devenait une négociation commerciale : pression maximale, menaces, transactions permanentes,

Langues »

puis accord final présenté comme une victoire. La méthode pouvait paraître brutale, parfois improvisée, mais elle restait identifiable.

Trump 2.0 est différent.
Ce n'est plus la gestion immobilière appliquée à la politique internationale.
C'est une présidence en roue libre qui semble désormais obéir aux règles d'un autre univers : celui du catch professionnel.

Dans le catch, tout repose sur la mise en scène. Les affrontements sont spectaculaires, les provocations permanentes, les retournements de situation incessants. Le public oscille entre la croyance et la conscience du spectacle. Et l'objectif n'est pas tant de gagner une partie que de maintenir l'attention.

La politique étrangère américaine donne aujourd'hui cette impression.

Les menaces tarifaires surgissent comme des coups de théâtre. Les annonces d'acquisitions territoriales improbables – Groenland hier, insinuations sur le Canada aujourd'hui – apparaissent comme des provocations calculées. Les alliés européens sont publiquement rappelés à leur statut de partenaires secondaires, parfois même de simples variables d'ajustement dans une stratégie qui semble improvisée au jour le jour.

Ce style peut produire des effets spectaculaires à court terme. Dans un spectacle de catch, la foule réagit immédiatement aux gestes excessifs, aux provocations et aux coups de théâtre. Mais en politique internationale, la logique est différente : les États observent, analysent et s'adaptent.

Et c'est précisément là que les premières fissures apparaissent.

La tentative d'imposer un cessez-le-feu dans la guerre russo-ukrainienne en fournit une illustration. Washington s'est retrouvé dans la position paradoxale d'annoncer une initiative diplomatique sans disposer réellement des moyens politiques d'en imposer les conditions, ni à Moscou, ni même à Kiev. L'épisode a donné l'impression d'une diplomatie proclamée avant même d'avoir été négociée.

La confrontation commerciale avec la Chine a produit une impression comparable. Les menaces tarifaires massives, annoncées comme un instrument décisif de pression, ont rapidement rencontré leurs propres limites juridiques et économiques. Là encore, l'annonce spectaculaire a précédé la capacité réelle de l'imposer.

Dans les deux cas, la logique reste la même : une démonstration de puissance, fortement médiatisée, suivie d'un retour plus discret aux contraintes du réel.

Et c'est précisément dans ce décalage entre la mise en scène et la réalité stratégique que se prépare la séquence suivante.

Cette nouvelle séquence au Moyen-Orient illustre parfaitement cette logique de spectacle.

L'agression elle-même a été conduite d'une manière presque étonnamment prévisible, et surtout sans la moindre imagination. Elle ressemble à bien des égards à un bis repetita de juin 2025, mais cette fois avec un élément essentiel en moins : l'effet de surprise.

Les opérations d'infiltration par drones n'étaient plus possibles et le gros des réseaux d'agents du Mossad en Iran avait été largement démantelé. Les conditions qui avaient permis les succès partiels de l'année précédente n'existaient plus.

Israël et les objectifs américains semblaient donc jouer le tout pour le tout, et cela alors même que des

négociations étaient encore officiellement en cours.

Il existait pourtant un indice qui permettait presque de deviner que la frappe aurait lieu.

Je l'ai personnellement compris le jour où, selon certaines informations diplomatiques, Benjamin Netanyahou aurait pris contact avec Vladimir Poutine pour lui demander de transmettre à la direction iranienne «l'assurance qu'Israël ne lancerait pas d'attaque».
Dans certaines séquences diplomatiques, ce type d'assurance constitue parfois le signe le plus sûr que l'opération militaire est déjà décidée.

Il est difficile de croire que des professionnels de la politique – et plus encore des dirigeants iraniens – n'aient pas compris la nature de ce signal.

Certains objecteront alors : si la manœuvre était aussi prévisible, pourquoi Téhéran s'est-il prêté à ce qui pouvait ressembler à un simulacre de négociation ?

La réponse est probablement stratégique. Refuser les négociations aurait immédiatement offert aux agresseurs le prétexte idéal : celui d'un Iran obstinément hostile au dialogue et donc responsable de l'escalade. En acceptant de maintenir les discussions ouvertes jusqu'au bout, Téhéran s'assurait au contraire que la responsabilité politique de la rupture apparaîtrait clairement.

L'Iran acceptait ainsi de subir des pertes douloureuses, mais en échange il exposait publiquement ce que les dirigeants iraniens considèrent comme le véritable problème : la contradiction entre un discours diplomatique de négociation et la préparation simultanée d'une opération militaire.

Et c'est précisément à ce moment que la logique du spectacle stratégique atteint ses limites. Car une démonstration de force ne vaut que si elle modifie réellement le rapport de forces. Or, dans ce cas précis, la frappe semblait moins destinée à changer la situation stratégique qu'à maintenir l'illusion de l'initiative.

La scène était spectaculaire. Les frappes étaient visibles.
Mais la véritable partie se jouait ailleurs.

Certains se demandent aujourd'hui si Donald Trump dispose d'un plan B pour sortir de cette situation. Mais à observer la séquence dans son ensemble, on est tenté de formuler une hypothèse plus simple : il est possible, en réalité, qu'il n'y ait jamais eu de plan A.

La dynamique de l'escalade semble avoir été largement dictée par l'initiative israélienne. Netanyahou aurait alors joué un rôle déterminant, poussant Washington à s'engager dans une démonstration de force dont les conséquences réelles paraissaient insuffisamment évaluées.

Le scénario présenté à la Maison-Blanche pouvait paraître séduisant dans sa simplicité : déployer l'armada américaine dans le golfe Persique, impressionner Téhéran, puis obtenir des concessions majeures dans les négociations en cours.
Mais une fois les forces en place, la logique de la situation s'est retournée.

Car si un piège a été posé, il ne l'a peut-être pas été contre l'Iran.

Il pourrait bien avoir été posé contre Donald Trump lui-même.

Le 28 février 2026, lorsque l'opération israélienne – baptisée «Roaring Lion», appellation flatteuse à l'adresse du peuple iranien – a posé être «délivré», faisant écho au lion de l'ancienne monarchie, mais en réalité placée sous

Langues

la symbolique de la fête de Pourim – est déclenchée, la mécanique stratégique devient presque automatique. Les bases américaines disséminées dans la région deviennent aussitôt des cibles potentielles, entraînant Washington dans une dynamique d'escalade dont il ne maîtrise plus entièrement le tempo.

Un détail renforce cette impression : la demande de cessez-le-feu formulée par Donald Trump intervient non pas douze jours plus tard, mais à peine douze heures après le déclenchement des opérations, comme une tentative rapide de sortie d'une situation devenue dangereusement incontrôlable.

Il existe cependant un autre facteur, plus discret mais tout aussi important, qui a probablement pesé dans le choix du moment de la frappe : l'arrière-plan idéologique et symbolique.

L'attaque intervient en effet dans une période chargée de significations religieuses et historiques. La fête juive de Pourim, qui commémore dans la tradition biblique la défaite des ennemis des juifs dans l'empire perse antique – épisode qui, selon le récit du Livre d'Esther, évoque environ – 75 000 ennemis des juifs tués dans l'Empire perse (Esther 9 :16) – possède une dimension symbolique forte dans certains milieux politiques et religieux israéliens. Pour les courants les plus messianiques, ce type de référence historique nourrit parfois une perception quasi mythologique du conflit contemporain.

Cette dimension symbolique a très probablement contribué à déterminer le calendrier de l'opération, renforçant chez certains décideurs l'illusion d'une initiative historique décisive.

Mais un autre élément semble avoir été largement sous-estimé : au moment même où l'opération était déclenchée, le monde musulman entrait dans le mois du Ramadan.

Dans l'imaginaire occidental, le jeûne est souvent interprété comme un facteur d'affaiblissement, mais dans de nombreuses sociétés musulmanes, il fonctionne au contraire comme un moment de renforcement moral et de solidarité collective, particulièrement en période d'épreuve.
Les événements récents à Gaza ont déjà montré que ce type de période pouvait produire l'effet inverse de celui que certains stratèges imaginent.

Autrement dit, au moment où certains dirigeants pensaient frapper un adversaire supposé affaibli, ils risquaient en réalité de renforcer la dimension symbolique et politique de la confrontation.

Mais la véritable conséquence de cette séquence militaire ne s'est pas jouée uniquement sur le territoire iranien.

Elle s'est rapidement déplacée vers l'un des points névralgiques du système énergétique mondial : le détroit d'Ormuz.

Depuis des décennies, ce passage étroit constitue l'artère principale par laquelle transite une part considérable du pétrole et du gaz exportés depuis le golfe Persique. Toute perturbation dans cette zone a donc des conséquences immédiates sur l'ensemble du marché énergétique mondial.

Or c'est précisément dans ce domaine que la logique de démonstration de force commence à révéler ses limites.

Car face à la puissance militaire américaine – et aux opérations israéliennes qui l'accompagnent – l'Iran ne cherche pas nécessairement la confrontation frontale. Sa stratégie consiste plutôt à agir sur ce que les stratèges appellent les points de vulnérabilité systémique : ces endroits où une perturbation limitée peut produire des effets disproportionnés.

Langues »

Le détroit d'Ormuz en est l'exemple parfait.

Sans disposer d'une flotte équivalente à celle des États-Unis, Téhéran possède néanmoins les moyens techniques de perturber durablement la navigation dans la région : drones, mines maritimes, attaques ciblées contre les infrastructures portuaires ou les pétroliers. Dans un espace maritime aussi contraint, il suffit parfois de quelques incidents pour paralyser temporairement la circulation.

Le résultat est paradoxal. Alors que Washington cherche à démontrer sa supériorité militaire, l'attention du monde se déplace soudain vers une autre réalité :
la fragilité du système énergétique mondial.

C'est dans ce contexte que, quinze jours plus tard, l'administration américaine – se souvenant soudain de ses «alliés» jusque-là méprisés – tente de constituer une coalition internationale destinée à sécuriser l'un des points névralgiques du système énergétique mondial : le détroit d'Ormuz. L'objectif affiché est clair : restaurer la liberté de navigation et stabiliser les marchés énergétiques.

Mais cette initiative soulève elle-même une question stratégique plus profonde.

Car si une coalition navale peut escorter des pétroliers ou patrouiller dans la région, elle ne peut pas, à elle seule, éliminer la capacité d'un acteur régional déterminé à perturber le trafic maritime. La sécurisation du détroit ne dépend donc pas uniquement de la puissance militaire déployée, mais aussi – et peut-être surtout – des conditions politiques dans lesquelles la crise pourra être désamorcée.

Autrement dit, la démonstration de puissance ne garantit pas nécessairement la maîtrise de la situation.

Et c'est précisément à ce moment que l'écart entre la mise en scène stratégique et la réalité géopolitique devient le plus visible.
C'est ici que la logique de cette présidence apparaît dans toute sa simplicité primitive.

Depuis le début de son retour au pouvoir, Donald Trump semble appliquer à la politique internationale une méthode extrêmement rudimentaire. Chaque crise est abordée selon le même schéma : menace maximale, escalade verbale, démonstration spectaculaire de puissance, puis tentative de forcer l'adversaire à céder.

Autrement dit, une stratégie qui ressemble beaucoup à celle d'un joueur de poker.

Le problème n'est pas tant que Trump joue au poker. Après tout, la diplomatie internationale a toujours comporté une part de bluff et de démonstration de force. Le problème est qu'il semble ne connaître qu'un seul coup : tapis.

Dans une partie de poker, cette stratégie peut parfois fonctionner. Un joueur qui mise tout peut impressionner ses adversaires, surtout si ceux-ci craignent de perdre davantage en continuant la partie.

Mais cette méthode possède un défaut majeur : elle devient rapidement prévisible.

Or les États auxquels Washington se confronte aujourd'hui ne jouent pas tous au même jeu. La Russie, la Chine et l'Iran ont développé des stratégies beaucoup plus patientes, fondées sur l'usure, la durée et l'exploitation des failles du système international.

En d'autres termes, là où Trump joue au poker, ses adversaires jouent souvent aux échecs.

Et dans une partie d'échecs, un joueur qui mise tout sur un coup spectaculaire découvre généralement trop tard que la partie se décide ailleurs – plusieurs coups plus loin, sur un échiquier qu'il n'a pas pris le temps d'observer.

Langues »

Dans un système de défense largement décentralisé – souvent décrit par les stratèges comme un dispositif en damier – l'élimination d'un état-major ne produit pas l'effet paralysant que recherchent les partisans des frappes de «décapitation». Elle ne fait que déplacer la partie sur d'autres cases de l'échiquier.

C'est peut-être là que réside le paradoxe le plus frappant de la période actuelle.

Car la puissance militaire américaine, longtemps restée sans équivalent, vieillit aujourd'hui plus vite que la crédibilité politique qui devait l'accompagner.
Les États-Unis disposent toujours de moyens militaires, financiers et technologiques considérables.
Encore faudrait-il savoir les utiliser avec ce que les stratèges appellent l'«ambiguïté stratégique», un talent diplomatique qui semble aujourd'hui faire cruellement défaut à l'administration américaine.
La crédibilité stratégique ne repose pas seulement sur la puissance brute, mais sur la capacité à utiliser cette puissance avec cohérence, imagination et sens du long terme.

L'impasse stratégique de Washington et Tel-Aviv

La situation pourrait toutefois évoluer si un autre acteur régional décidait d'entrer pleinement dans la confrontation. Le mouvement Ansarallah au Yémen a déjà démontré sa capacité à perturber durablement la navigation en mer Rouge. Pour l'instant, cet acteur reste dans une posture d'attente stratégique, observant l'évolution du rapport de forces – une attitude qui rappelle celle adoptée par le Hezbollah lors de certaines phases de confrontation régionale : intervenir non pas immédiatement, mais au moment jugé le plus favorable.

Si la crise venait à se transformer en coalition militaire internationale dirigée contre l'Iran, l'équation pourrait changer rapidement. Une pression maritime étendue au détroit de Bab el-Mandeb viendrait compléter celle exercée sur Ormuz, transformant ces deux passages en double verrou maritime sur les principales artères du commerce énergétique mondial.

Dans ce contexte, l'administration américaine se trouve déjà confrontée à une impasse politique et militaire. Washington peine à réunir une coalition internationale crédible, tandis que plusieurs informations font état de tensions croissantes autour des capacités de défense antimissile de ses alliés dans la région. La démonstration de puissance initiale risque ainsi de se transformer en engagement prolongé dont l'issue militaire reste incertaine.

Un précédent mérite d'être rappelé. Lors d'un épisode récent de confrontation entre Washington et Ansarallah, l'administration Trump avait finalement choisi de limiter son engagement direct et de rechercher une forme de désescalade séparée avec le mouvement yéménite.

Cet arrangement, conclu essentiellement entre Washington et Ansarallah, avait de fait laissé Israël face à la poursuite de la confrontation avec le Yémen. Ce précédent nourrit aujourd'hui l'hypothèse qu'en cas d'enlisement stratégique face à l'Iran, Washington pourrait être tenté d'adopter une logique similaire : réduire son exposition directe plutôt que s'engager dans une escalade régionale prolongée.

Dans cette perspective, certains analystes évoquent également l'évolution possible de l'équilibre de dissuasion dans la région. Des informations circulant avec prudence suggèrent que certaines infrastructures critiques israéliennes, notamment autour du complexe nucléaire de Dimona, auraient pu être détruites lors des échanges récents. Si ces éléments restent difficiles à confirmer de manière indépendante, leur simple évocation suffit à rappeler combien la perception de la vulnérabilité d'une puissance peut modifier les calculs des acteurs régionaux.

Dans un tel scénario, la guerre ne s'arrêterait pas nécessairement avec un désengagement américain. Elle

Langues »

pourrait simplement changer de nature, laissant les acteurs régionaux poursuivre l'affrontement et redéfinir eux-mêmes l'équilibre des forces.
Une sortie de crise américaine pourrait alors venir non pas d'une victoire militaire décisive, mais d'une contrainte politique intérieure à Washington – notamment si le Congrès, sous la pression des marchés financiers et d'une opinion publique inquiète des conséquences économiques du conflit, décidait de limiter l'autorité présidentielle et de mettre un terme à une aventure militaire devenue trop coûteuse et politiquement intenable.

Dans ces conditions, la capacité de Washington à entraîner ses alliés occidentaux dans une nouvelle démonstration de force reste plus qu'incertaine. Les capitales européennes ont déjà dû absorber, depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, une succession de décisions unilatérales, de pressions commerciales et de déclarations publiques qui ont profondément fragilisé la relation transatlantique.

Il y a donc peu de raisons de penser que les Européens se précipiteront pour soutenir une opération militaire dont ils ne maîtrisent ni les objectifs politiques ni les conséquences stratégiques.

Après avoir avalé de nombreuses couleuvres diplomatiques, ils pourraient bien considérer que cette guerre n'est tout simplement pas la leur.

Lorsqu'une politique étrangère se réduit à une succession de coups spectaculaires, la puissance cesse d'être un instrument stratégique. Elle devient un simple spectacle.

Et dans ce spectacle, la véritable arme de destruction massive n'est peut-être plus la force militaire.

C'est le ridicule.

Pour celles et ceux qui souhaitent prolonger cette réflexion :

Trilogie de l'Empire du Mensonge
Essai sur le pouvoir, la propagande et le déclin civilisationnel

https://shop.vivlio.com/search?search=Azzedine%20Kaamil%20A%C3%AFt-Ameur&fields=mainauthor (https://shop.vivlio.com/search?search=Azzedine%20Kaamil%20A%C3%AFt-Ameur&fields=mainauthor)

Du même auteur :

L'illusion de l'équilibre : l'Inde face à la crise du Golfe

https://reseauinternational.net/lillusion-de-lequilibre-linde-face-a-la-crise-du-golfe (https://reseauinternational.net/lillusion-de-lequilibre-linde-face-a-la-crise-du-golfe/?doing_wp_cron=1773698608.1788160800933837890625)

Le prix du silence – Réponse à Khalaf Ahmad Al Habtoor

https://reseauinternational.net/le-prix-du-silence-reponse-a-khalaf-ahmad-al-habtoor/ (https://reseauinternational.net/le-prix-du-silence-reponse-a-khalaf-ahmad-al-habtoor/)

(https://reseauinternational.net/mentions-legales/)

Langues »